

Comprendre, convaincre... et agir

Jean Magniadas

C'est en avril 1954 que ***Economie et Politique*** a été créée par la direction du PCF. Cette décision fut bien accueillie par les militants, en particulier ceux qui, sous le drapeau du Parti, agissaient dans l'entreprise et par nombre de militants syndicaux. Même si cette parution comblait un vide, peu nombreux étaient cependant ceux qui, à l'époque, pouvaient apprécier pleinement la portée et la valeur historique de cette décision et son avenir. Il n'était pas d'ailleurs assuré d'avance. Aujourd'hui, il est plus aisé d'évaluer la trajectoire parcourue : 50 années d'existence de la revue, c'est-à-dire d'une période d'intenses et rapides événements, de bouleversements majeurs dans l'ordre technologique, économique, politique et culturel, en France et dans le monde, permettent de mieux mesurer la place quelle va occuper.

Ce n'est pas rien qu'un demi siècle d'existence pour une revue militante se réclamant ouvertement de la pensée de Marx, que de franchir les turbulences politiques de la société française et de la scène internationale qui inclut la décolonisation et l'instauration de la Vème République et est traversé par les développements économiques contraires. Ils vont de la phase d'épanouissement en France du capitalisme monopoliste d'état, avec, ses contradictions et ses conflits – et la période n'a rien d'un long fleuve tranquille – à l'entrée, au milieu des années 1970, dans les difficultés aiguës de la crise systémique.

Dans ces premières années d'existence la revue à une démarche plus descriptive qu'analytique, reflet du retard du travail de recherche théorique prenant peu en compte, dans leur nouveauté et leur complexité, les mouvements que nous venons d'évoquer rapidement. Cela ne signifie pas que son apport à la connaissance de l'économie contemporaine ait été sans portée, sans utilité, sans enrichissements pour la politique et pour l'action du mouvement ouvrier. Une consultation rapide des sommaires des premiers numéros le montre bien.

Un premier **numéro spécial** N°5/6, de Juillet / Août 1954, ***La France et les trusts***, que Jacques Duclos, présentera, contribuera à asseoir l'audience de la jeune revue attirant l'attention d'un public plus large, tant dans le mouvement ouvrier qu'au-delà de ses frontières, même si l'analyse

théorique sur laquelle il se fondait demeurait encore éloignée du mouvement réel.

Les premières années d'existence vont être affectées par des désaccords politiques. Les principaux dirigeants de la revue exprimeront des critiques et des doutes sur l'appréciation de la direction du PCF sur la paupérisation, puis sur l'évolution de la domination américaine, sur les contradictions au sein de la classe dirigeante, les relations au PCF vont se dégrader et entraîner, dans le cadre de pesanteurs liées à une vision ancienne du débat politique et théorique, des remaniements autoritaires dans la rédaction et le changement de son directeur (1).

En cinquante années, les équipes qui ont assuré la rédaction de la revue ont connu des renouvellements, ce qui est dans l'ordre des choses de la vie, y compris dans la composition du noyau le plus responsable, mais elles ont

toujours été animées par les principes fondateurs. Elles seront composées, dans des proportions certes variables, selon les périodes, de dirigeants politiques, de militants, économistes de formation ou non. Ils s'attacheront à analyser les mouvements de l'économie en France, mais aussi en Europe et dans le Monde. En dépit de leurs origines et de leur centres d'intérêts différents, puisque on y trouve des ouvriers, des employés, des cadres qui y côtoient chercheurs, enseignants, hauts fonctionnaires (souvent dotés de pseudonymes pour éviter la répression) dont certains venus de l'Administration économique. Tous militants politiques et/ou syndicaux. Ces équipes relativement stables acquerront dans le travail collectif une grande homogénéité. Construite autour de la revue, elle ne dissolvait pas les personnalités, ni n'empêchait les travaux personnels

C'était, aussi, une remarquable école de formation théorique et politique où les stimulants venaient du niveau théorique élevé des objectifs communs aux participants. Plusieurs d'entre eux, joueront un rôle important à la direction du PCF. D'autres occuperont des fonctions responsables dans le service public, tel, par exemple, Claude Quin, porté à la présidence de RATP qui fut, pendant de longues années, le Rédacteur en chef de la revue.

Publication originale, dont le titre donne bien les ambitions, et la distingue des autres publications, qu'elles soient



Juillet-août 1954

commerciales ou académiques. Considérée dans sa longévité, l'originalité de la revue, tient essentiellement à son contenu, à sa capacité à prendre en compte les situations et conditions de cette période. *Economie et Politique* a toujours cherché à analyser les processus économique en partant de leur racine, sans dogmatisme, ce qui la différenciera de certaines publications dont le « radicalisme »



Juin-juillet 1966

proclamé n'a pas résisté à l'épreuve de vérité du réel. Refusant l'économisme (2) stérile ou la fuite dans la technicité économique, elle témoignera d'une grande constance dans sa volonté d'articuler l'analyse économique, en lien avec l'évolution politique, les luttes de classe et dans la recherche d'issues dans la voie d'un réel dépassement du capitalisme. En disant cela personne on ne prétendra que la revue ait été exempte de défauts. Rendre justice à sa qualité, à son effort n'est pas les ignorer, pas plus que les difficultés qu'elle connut à sa naissance. C'est la période suivante qui fut, selon moi, le temps fondateur de la revue, celui où elle trouva sa stabilité, son équilibre et une dynamique qui s'est poursuivie. Nous sommes encore quelques uns à pouvoir en témoigner. On ne peut pas, ne pas évoquer, ici, la forte personnalité de Henri Jourdain, qui la dirigera de 1961 à 1972. Sa modestie, doublée d'une humanité profonde, ne saurait faire oublier, son rôle considérable, ses grandes capacités, son audace, son esprit anticipateur, son profond attachement à faire vivre le travail collectif. Chaque numéro était alors soumis à un examen - *n'ayons pas peur du terme* - autocritique, rigoureux et participant d'un constant souci de perfectionnement d'un Comité de Rédaction que son attachement à la revue ne privait pas d'exigences, de débats parfois passionnés. La fraternité réelle, née d'un même combat, ne s'y confondait pas avec la complaisance. Si la vie de la revue n'était pas étroitement subordonnée à la Section Economique du PCF, son essor résultera, pour beaucoup des travaux de celle-ci, elle aussi en plein élan. La revue bénéficiera de ses débats, de ses travaux, de son autorité, sans se priver, pour autant, de concours dépassant ces frontières, par exemple, pour des questions sociales, sociétales ou internationales. Au nombre des plus importants de ces travaux conduits à la Section Economique, diffusés par *Economie et Politique*, il faut

certainement retenir ceux de **Paul Boccara** sur le **Capitalisme Monopoliste d'Etat, sa crise et la recherche d'issues** qui marqueront certainement une étape d'un portée, à bien des égards majeure, dans le développement de la théorie qui allait féconder le travail économique du PCF et de la revue. Ce qui ne signifie pas que les idées nouvelles aient été *immédiatement* acceptées. La revue jouera néanmoins un grand rôle dans leur diffusion. Les incompréhensions, le black-out médiatique n'empêcheront pas finalement un retentissement dépassant le champ courant d'audience de la revue, pourtant non négligeable. La publication (3) des textes des intervenants à la Conférence Internationale sur le capitalisme monopoliste d'état, qui se tient à Choisy le Roi, du 26 au 29 mai 1966, amplifièrent cet approfondissement et lui donnèrent une diffusion accrue, y compris internationale qui contribua au rayonnement de la revue.

Parmi les interventions marquantes qui jalonnent la vie d'*Economie et Politique*, on ne saurait négliger l'attention qu'elle porta constamment aux conditions de vie et de travail des salariés qui se traduiront, dès le N° 2, par une importante étude de Henri Krasucki, alors l'un des Secrétaires de l'U.D. de la R. P, et qui portait sur « salaires et les primes », question alors au cœur de la stratégie patronale d'exploitation.

Un numéro triple spécial (N° 153-154-155) portant sur les besoins, le niveau de vie et le pouvoir d'achat des salariés sera publié, en avril 1967 Cette question sera d'ailleurs traitée (4) régulièrement dans la revue.

Elle sera l'une des rares publications à montrer les caractères de la crise, son aspect durable, son contenu structurel et non simplement l'effet d'un mauvais moment conjoncturel, comme le prétendront la plupart des augures officiels et/ou académiques, avec son cortège massif de chômeurs, la dégradation de l'emploi et du travail, la montée



Mai 1977

des inégalités sociales. Période de nouveaux mouvements sociaux, dont le plus important sera incontestablement celui de mai 1968. La revue traitera de ses résultats.

Un numéro, publié en octobre 1967 (N° 159), s'ouvre sur les propositions de nationalisation concernant les secteurs clés de l'économie française, il comporte une substantielle étude de Francette Lazard sur le concept démocratique de nationalisation. La Revue s'engagera pleinement dans le débat et les combats sur le programme commun de la gauche et son contenu.

Elle abordera, au cours du demi siècle, la plupart des grandes questions économiques et sociales allant de l'imperialisme contemporain à l'intégration européenne et el-



Mai 1961

le publiera des études marquantes sur l'Etat, sur la critique des plans officiels et à l'opposé sur le concept de planification démocratique. Fiscalité, protection sociale, politique industrielle, questions agraires, commerce extérieur, crédit, problèmes financiers et monétaires, entreprises publiques, aménagement du territoire, **conjoncture**, classes sociales,

critères de gestion de l'entreprise, études sur les pays socialistes, monographies sur des monopoles, l'énumération est ingrate, mais ne donne qu'une idée approximative, forcément incomplète, de l'étendue du champ couvert et de ses rapports avec le mouvement réel de la société.

En avril 1977, la Revue annonce le changement de sa présentation. Elle n'a pas l'illusion de pouvoir ainsi réduire les difficultés de l'accès à l'économie, mais elle veut cependant les réduire par un effort de présentation, un traitement encore plus directement branché sur l'actualité et les débats afin de faciliter la compréhension des rapports sociaux et économiques, **pour les mieux transformer**. Cela se concrétisera dans les numéros suivants.

Pour ne parler que de ses apports les plus récents, comment ne pas citer ses substantielles contributions sur la Sécurité d'emploi et de formation, sur le financement de la Sécurité sociale.

Ainsi, se poursuit l'effort d'*Economie et Politique* que l'on peut résumer dans la triple détermination de **comprendre** le mouvement réel de la société, **d'en convaincre** ses lecteurs et à travers eux les masses populaires qui font l'histoire et donc, en conséquence, **d'agir pour transformer le monde**.

La préoccupation est ancienne. Elle est aujourd'hui toujours plus actuelle, pour trouver des issues à la crise et faire face aux déchaînements, à la violence des forces conservatrices – dans la collusion, de plus en plus patente et étroite, quoi qu'ils en disent, du Gouvernement, des formations politiques de la droite et du MEDEF – poursuivant effrontément, quelque en soit le prix pour la population française, le remodelage à leurs fins de la société française et des rapports internationaux. Elle s'inscrit dans l'insertion dans la mondialisation capitaliste, génératrice de destructions massives des acquis sociaux, sacrifiés à la guerre économique. Cette entreprise néfaste d'une barbarie cynique, cherche à masquer ses fins, voudrait annihiler toutes résistances et liquider toutes les aspirations progressistes. Une vaste offensive idéologique et politique, l'accompagne conduite sous le drapeau du « libéralisme » faisant du « marché » le guide suprême au nom duquel est menée l'offensive liquidatrice contre les services et les protections sociales. Elle va se placer sous le camouflage des discours de la finitude (fin des idéologies, des classes, du communisme, etc...) et présenter comme des « réformes » (5) salutaires, incontournables, de désastreuses

mesures contre les salariés, les retraités et d'autres catégories sociales qui vont encore aggraver la crise. Les élections récentes ont montré leur refus par la grande majorité de la population. Les forces réactionnaires entendent ne pas en tenir compte. **Il est nécessaire que les forces populaires manifestent pleinement leur puissance sociale**. Les forces réactionnaires ne sont pas invincibles. Une vision claire des objectifs et des moyens est plus que jamais indispensable aux mobilisations populaires. A son créneau de critique sociale et de propositions, *Economie et Politique* sera présente dans les débats et dans les combats à venir.

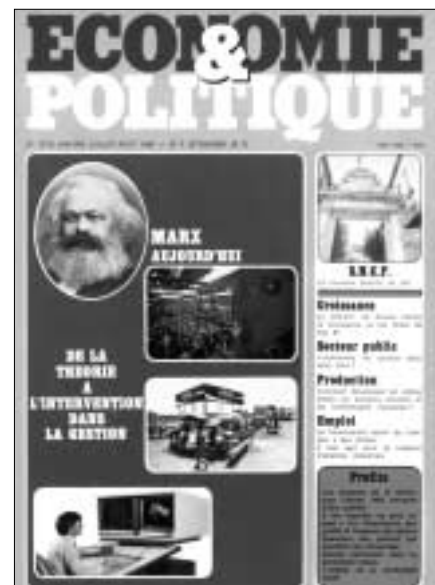
1. On lira avec intérêt sur cette tranche d'histoire importante de la revue les souvenirs de Henri Jourdain dans un dialogue avec l'historien Claude Willard, suivi d'un entretien avec Francette Lazard et Philippe Herzog, publié sous le titre : **Comprendre pour accomplir**, Editions Sociales, mars 1982.

2. Le terme pour les marxistes désigne une tendance à rapporter l'explication de tous les phénomènes à l'économie ou la tendance à limiter l'action de la classe ouvrière à l'affrontement sur ce seul terrain. La première version peut être mobilisée par les conceptions réformistes accordées au refus de dépassement du capitalisme et transformé en acception de sa logique, la seconde version débouche sur l'anarcho syndicalisme. Une utilisation polémique du terme, dans les affrontements idéologiques, n'a eu comme résultat que de décourager de l'effort pour comprendre l'économie capitaliste et dissuader de l'action pour la dépasser réellement.

3. Dans les numéros 145 / 146, où l'on trouve toutes les contributions françaises et étrangères

4. Notamment sous la signature de Henri Nollet, pseudonyme de Adrien Poisson, statisticien au Ministère de la Défense. Communiste, il est aussi un militant syndical dans son Administration et, à l'époque, le Trésorier de la Fédération CGT des Travailleurs de l'Etat.

5. Appartenant au vocabulaire de la gauche, et plus particulièrement à celui des formations social-démocrates dans le monde, le mot de réforme, dévalorisé d'ailleurs par les politiques concrètes de ces formations lorsqu'elles ont accédées au gouvernement dans les dernières décennies, est l'objet, avec l'offensive libérale lancée dans le monde par R. Reagan et Mme. Thatcher, d'une confiscation totalement abusive par la droite conservatrice et réactionnaire. Rien d'étonnant à ce que M. Raffarin et les siens en raffolent.



Juillet-août 1983